

PV No 39 de la séance du Conseil communal du mercredi 27 avril 2016.

Présidence : M. Frédéric BERTHOUD, président.

Ordre du jour :

1. Appel.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Adoption du PV de la séance du 3 février 2016.
4. Communications du Bureau.
5. Communications de la Municipalité.
6. Préavis no 01/04.2016 - modification des statuts de l'Association Scolaire. Intercommunale de Saint-Prex et Environs (ASISE).
7. Préavis n° 02/04.2016 - adoption des comptes 2015.
8. Préavis n° 03/04.2016 - révision du règlement pour le service communal de distribution d'eau.
9. Préavis n° 04/04.2016 - demande d'un crédit pour financer le déplacement d'un collecteur d'eaux claires, la création d'une zone inondable dans le secteur du Cherrat, le remplacement d'une conduite d'eau potable au chemin de Vegney jusqu'à la forêt du Cherrat.
10. Simples questions.
11. Contre-appel.

1) Appel.

Il est 20 h 00 lorsque le Président ouvre la séance.

Les conseillers et conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs	Luis BABO Virginie BUGNON David CLENIN Nicolas COTTIER Luc DUPUIS Alain FOLLY Marc HAUSWIRTH Eric JANICAUD Roland LOCHER	Sacha MEIER Yves MORAND Sandrine PITTOLAZ Florence PORRECA Georges-André ROULIN Roland THIEBAUD Anton VON KAENEL Christian WEISS
-----------------------	--	---

Absents :

Madame et Monsieur	Barbara DELLWO	Raymond TARDY
--------------------	----------------	---------------

M. Roger BURRI, municipal, est excusé.

45 membres du Conseil étant présents, l'assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Adoption de l'ordre du jour.

Le préavis no 03/04.2016 est retiré. Dès lors, l'ordre du jour comportera 10 points.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Adoption du PV de la séance du 3 février 2016.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le PV no 38 est accepté avec une abstention.

4) Communication du Bureau.

a) Décès.

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris le décès du papa de Mme Sylvie FUCHS.

M. le Président demande à l'assemblée de se lever pour respecter un moment de silence en sa mémoire.

b) Poste de secrétaire du Conseil communal.

Le Bureau du Conseil a reçu 3 candidatures au poste de secrétaire du Conseil communal. Il a fait un « pré-choix », qui devra être validé par le Conseil lors de la séance d'assermentation qui aura lieu le 21 juin 2016.

c) Elections.

M. le Président félicite les municipaux pour leur réélection et particulièrement le Syndic qui a été élu tacitement.

d) Dernière séance de la législature.

La prochaine séance débutera à 19 h afin que nous puissions profiter, une dernière fois, tous ensemble, d'une grillade qui aura lieu au centre de Marcy.

5) Communications de la Municipalité.

M. Daniel MOSINI, syndic, nous fait part de ce qui suit :

a) Apprentis d'agents d'exploitation.

Actuellement, nous avons deux apprentis agents d'exploitation. Ils termineront leur formation en juillet prochain.

Pour les remplacer, nous avons d'ores et déjà conclu un contrat d'apprentissage avec M. Gilles Debrabandere.

Ce jeune homme est domicilié à Etoy. Il débutera sa formation au service de la voirie et des parcs le 2 août 2016.

Nous lui souhaitons d'ores et déjà la bienvenue.

b) Interventions de police.

Suite aux questions formulées par un conseiller en décembre dernier sur l'activité de la police, la Municipalité a souhaité vous fournir quelques éléments de réflexions.

En 2015, Police Région Morges ont assuré 525 interventions sur le territoire saint-preyard, ce qui représente en moyenne 1,4 intervention par jour. Ces chiffres sont identiques que ceux de 2014.

Les demandes d'assistance représentent 48%, les infractions à la loi sur la circulation routière (LC) 10%, les contrôles d'identité 8%, les dommages à la propriété 7%, les accidents 6%, les infractions au règlement général de police 6%, les interventions dues à des animaux 5%, les vols avec effraction 5%, les violences domestiques 1,4%, les infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants (Lstup) 1%, les alarmes 1%, les infractions à la loi sur les étrangers (LEtr) 1% et les ivresses et scandales 0,8%.

Les services de police ont enregistré 38 vols par effraction (53 en 2014), 8 tentatives de vol par effraction (22 en 2014) et 4 vols par introduction clandestine (5 en 2014) sur le territoire saint-preyard.

Concernant les contrôles de vitesse, 42 infractions commises sur le territoire saint-preyard (44 en 2014) ont été dénoncées en préfecture et 2 au ministère public (4 en 2014).

Au vu de ces éléments, nous réfutons tous les propos tendancieux énoncés lors de la séance du Conseil communal de décembre dernier et soutenant une augmentation des infractions, ceux-ci étant contraires à la réalité.

Mme Carine Tinguely, municipale, nous fait part de ce qui suit :

a) Nouveau site internet communal.

Comme vous avez certainement pu le constater, notre Autorité vient de procéder à une refonte complète du site internet communal, tout en revoyant le graphisme. L'accessibilité et la lisibilité des informations ont été améliorées.

Pour ce faire, l'accent a notamment été mis sur la création d'un guichet virtuel, d'un pilier public, ainsi que sur la mise à disposition d'un service de réservation de salles communales.

Cette nouvelle version a l'avantage de pouvoir s'adapter à la taille des nouveaux supports, tels que les mobiles, les tablettes, etc.

Dans le but d'accroître la visibilité des entreprises, sociétés, clubs, restaurants et hébergements, et après avoir mis sur pied la brochure "Inédit" sur la présentation de la Commune, ainsi que La Balise, la Municipalité leur offre la possibilité d'intégrer de manière autonome les informations les concernant et de divulguer leurs manifestations publiques.

Pour terminer, sachez que dès la mi-mars, il sera possible depuis les différentes plateformes de téléchargement (Apple Store et Google Play) d'acquérir gratuitement l'application "Saint-Prex". Elle reprendra l'ensemble des informations présentes sur notre site internet et permettra la réception de messages pop-up.

Nous sommes persuadés que ces supports apporteront une réelle plus-value de communication dans l'intérêt de tous.

b) Jardins d'enfants «Le Ballon Rouge».

Le comité de l'Entraide familiale a pris la décision de fermer son jardin d'enfants dès les vacances d'été 2016, après plus de 40 ans d'activités.

Une baisse régulière et importante de la fréquentation depuis l'été 2014 a obligé l'Entraide familiale à prendre cette décision douloureuse.

Les parents, travaillant de plus en plus tous les deux à l'extérieur, s'adressent désormais plus facilement aux garderies dont les horaires d'ouverture sont plus étendus que ceux du Ballon Rouge.

Nous regrettons la disparition de cette structure qui a accueilli de nombreux enfants.

c) Taxe au sac.

Nous avons procédé, au 31 décembre 2015, à une reprise de réserve de Fr. 75'000.-- pour boucler le compte sur la taxe au sac.

La réserve étant encore suffisante pour absorber le déficit d'un exercice comptable supplémentaire, la Municipalité a décidé, en séance du 7 mars dernier, de maintenir la taxe annuelle à Fr. 120.00 pour l'année 2016.

Afin de contenir les coûts, nous avons demandé à nos collaborateurs d'être encore plus attentifs aux objets déposés dans la benne des déchets encombrants.

En effet, seuls les objets de plus de 60 cm. de longueur peuvent être considérés comme des déchets encombrants. Tous les objets plus petits doivent impérativement être éliminés au moyen des sacs taxés.

Nous avons demandé à PRM d'effectuer des contrôles à la déchèterie, de manière à nous assurer que les usagers soient bien domiciliés à Saint-Prex.

M. Stéphane PORZI, municipal, nous fait part de ce qui suit :

a) Centre sportif de Marcy.

Nous vous informons que, suite au dépôt d'une demande, nous allons recevoir une subvention de Fr. 440'000.– du fonds du sport pour le Centre sportif de Marcy.

Mme Barbara REGAMEY, municipale, nous fait part de ce qui suit :

a) Pollution au Glapin.

Comme annoncé dans la communication n° 20/05.2015, une fuite d'hydrocarbures est survenue le 1er avril 2015 dans la zone industrielle du Glapin. Un camion étranger a endommagé l'un de ses réservoirs en opérant une manœuvre. Il en a résulté un écoulement d'hydrocarbures du Glapin jusqu'à l'exutoire de Taillecou.

Des mesures ont immédiatement été prises pour éviter une pollution. Bien qu'un test d'étanchéité de la canalisation ait été effectué, il a été convenu avec le Canton de ne plus pomper temporairement l'eau de la nappe phréatique, afin d'éviter une pollution. Les analyses ont montré l'absence de toute trace d'hydrocarbure dans l'eau du puits du Vieux-Moulin.

Une facture de Fr. 59'569.10 a été envoyée à Zurich Assurances pour les frais engendrés par cette affaire, soit les heures des collaborateurs communaux, le nettoyage des collecteurs et l'achat d'eau de boisson à la Commune d'Etoy. Cette facture a été réglée début mars.

Cet événement est désormais clos.

b) Plan général d'épuration des eaux.

Par un courrier de l'Office fédéral de l'environnement, daté du 11 mars écoulé, nous avons appris que la Confédération nous a versé une contribution fédérale de Fr. 95'102.– pour le plan général d'épuration des eaux (PGEE).

Cette subvention vient en déduction du compte de l'épuration.

c) Création d'un trottoir au chemin de Beaufort.

En mars 2015, votre Conseil a accordé à notre Autorité un crédit de Fr. 265'000.– pour financer la création d'un trottoir le long de la route de Villars-sous-Yens, entre les chemins de la Vergognausaz et de Beaufort.

Au vu des bonnes conditions du marché, nous avons pu obtenir un prix intéressant lors de l'appel d'offres pour les travaux de génie civil. De plus, l'éclairage public a coûté la moitié moins cher que ce qui avait été calculé et nous n'avons rencontré que peu d'imprévus.

Par ailleurs, la tranchée drainante a été réalisée par la Fondation Cornaz, à ses frais, considérant qu'elle en était la bénéficiaire.

Pour clore ce dossier, nous avons mandaté le notaire Rabbiosi pour inscrire une servitude publique de passage à pied sur les parcelles n° 886, propriété de Mme Edith Corbaz, et n° 866, propriété de la Fondation Jacqueline Cornaz. Les actes ont été signés le 3 mars écoulé.

6) Préavis no 01/04.2016 - modification des statuts de l'Association Scolaire Intercommunale de Saint-Prex et Environs (ASISE).**MEMBRES**

Sylvain RODRIGUEZ
Florence PORECCA
Anouk GAUMANN
Roland THIEBAUD
Alexandre WOHNLICH

SUPPLEANTS

Sandrine PITTOLAZ
Pascal SCHAFEITEL

7) Préavis n° 02/04.2016 – adoption des comptes 2015.

Ce préavis est transmis à la commission de gestion.

8) Préavis n° 04/04.2016 – demande d'un crédit pour financer le déplacement d'un collecteur d'eau claire, la création d'une zone inondable dans le secteur du Cherrat, le remplacement d'une conduite d'eau potable au chemin de Vegney jusqu'à la forêt du Cherrat.**MEMBRES**

Fabrice DESSAUX
Didier FRANCO
Steve BRUCHEZ
Thierry JACQUIERY
Juan-Carlos LANDROVE

SUPPLEANTS

Luc DUPUIS
Marc-André LANG

10) Simple questions.

M. Michel CONNE souhaite revenir sur son intervention du mois d'août 2015 au sujet de l'état de la plage du Chauchy et souhaite que la Municipalité entreprenne quelque chose afin d'éviter à nouveau ces déprédations. Il rappelle que M. MOSINI a indiqué lors de cette séance, que « la Municipalité va examiner différentes possibilités et va demander à PRM de renforcer les contrôles. M. le Syndic prend note des suggestions de M. CONNE ».

Mme Barbara REGAMEY signale que le Grand Conseil Vaudois a voté une loi pour lutter contre le littering. Ces mesures seront directement répressives et les employés assermentés pourront dénoncer les contrevenants. L'amende pourrait s'élever à Fr 300.-.

M. Michel CONNE ne souhaite pas forcément des mesures aussi extrême et pense que nous pouvons peut-être rechercher une manière plus élégante, afin d'inciter les utilisateurs à jeter leur détritux dans les diverses poubelles mises à leur disposition.

M. Jacques ROCHAT est interpellé par la communication de Mme REGAMEY au sujet du trottoir de Beaufort. Elle a indiqué que l'éclairage public avait coûté la moitié moins cher que prévu. M. ROCHAT s'étonne de cette différence sachant que ces coûts sont calculés par des techniciens. Pourquoi payer des ingénieurs si c'est pour avoir à la fin de telle différence ?

Mme Barbara REGAMEY signale que le marché actuellement est très tendu et qu'il est très difficile de juger les prix. Certains prix peuvent passer du simple au double. Dans le cas qui nous préoccupe ce soir, les prix ont été estimés par elle-même sur la base de devis.

M. Bernard VERMEULEN félicite la Municipalité pour l'initiative du 16 avril dernier à savoir la lutte contre le littering. 85 citoyens se sont retrouvés à la déchèterie afin de trier les déchets dans une très bonne ambiance malgré la pluie. Il propose que les contrevenants sur les plages ou ailleurs soient obligés de faire ce travail au lieu de payer une amende.

M. Luc MORET s'étonne de constater que la conférence sur l'hypnose qui a eu lieu dernièrement, soit signalée sur les différents sites officiels de la Commune, sachant qu'il s'agit d'une organisation privée avec un prix d'entrée.

Il craint de voir arriver d'autres conférences à but lucratif et « sponsorisées » indirectement par la Commune grâce à nos supports.

Mme Barbara REGAMEY explique que le caveau du Château est une institution privée qui ne reçoit aucune subvention de la Commune. En principe, des spectacles ou soirées culturelles sont présentées et il avait été convenu avec Mme CHATELAIN que la Commune signalerait ces manifestations.

Il est vrai que le thème de cette soirée est inhabituel et que la réflexion ne s'est pas faite, sur le fait de l'indiquer ou pas sur nos supports. Mme REGAMEY sera plus vigilante dans le futur.

Mme Sylvie FUCHS a assisté à une magnifique soirée d'ouverture des festivités du 100^{ème} anniversaire de la fanfare et engage vivement les conseillers à participer aux prochaines manifestations.

M. Fabrice DESSAUX souhaite qu'une réflexion se fasse sur la légitimité d'assermenter les nouveaux conseillers dans le temple protestant et souhaiterait que cette institution devienne laïque.

M. Frédéric BERTHOUD comprend les arguments de M. DESSAUX mais signale qu'il est un peu tard pour changer le lieu cette année. Il rappelle que cela fait partie d'une tradition et engage les autorités à se pencher sur la question pour la prochaine fois.

11) Contre-appel.

Il est fait.

La séance est levée à 20 h 40.

Le Président :

Frédéric Berthoud

La Secrétaire :

Véronique Grandjean